



**Un autre 104 est possible !
Cahier de doléances**

La manif se poursuit au 104. L'édito de Jean-Marc Adolphe

Que faire, après la journée de mobilisation du 29 mars, pour ne pas finir comme rats en cage ? Faire de la politique. Par exemple : prendre collectivement la direction du 104 à Paris, à partir du 1^{er} avril à 10 h. Et de là, tenter de faire école...

(...)

Une manifestation, si réussie soit-elle (4 à 5.000 personnes à Paris ce lundi), ne suffira pas à enrayer un processus politique si destructeur. Il est fort à craindre, hélas, que, passée la « grande mobilisation » du 29 mars, chacun, dans les théâtres, centres d'art, etc., ne retourne vaquer à ses occupations. Que faire, alors ? Il ne sert à rien d'invoquer une méga-grève nationale dans la culture, où les salariés sont peu syndicalisés, et les artistes parfois trop « individualistes ». La réponse est simple ; faire *de la politique*, en lieu et place des appareils politiques qui ont cessé de faire de la culture un enjeu prioritaire de leur réflexion (de ce point de vue, la désignation par le Parti socialiste de Julien Dray à la Vice-Présidence en charge de la culture et des nouvelles technologies au Conseil Régional d'Ile-de-France est suffisamment affligeante pour qu'elle se passe de commentaires). Inventer, donc, les formes d'une « coopérative politique », pour reprendre les mots lancés par Daniel Cohn-Bendit au lendemain des élections régionales.

Le CRACC (Comité régional d'action pour la culture et la connaissance en Ile-de-France), créé en novembre 2009, lance ainsi un appel pour écrire collectivement un « manifeste pour une politique culturelle alternative ». Rendez-vous de midi à minuit, le 10 avril, dans divers lieux de la région parisienne (CDN de Montreuil, MAC/VAL à Vitry-sur-Seine, Théâtre de l'Agora à Evry, Théâtre de l'Est Parisien, etc.) (1).

Mouvement, qui apporte son soutien à cette initiative, lance un autre chantier au Centquatre, établissement phare de la politique culturelle de la Ville de Paris, dont les premiers directeurs (Robert Cantarella et Frédéric Fisbach) ont démissionné, et qui se trouve pris aujourd'hui dans une tourmente autant budgétaire qu'existentielle. Nous y avons organisé, le samedi 20 mars, un « atelier des possibles » qui, à partir de la simple volonté de « produire de la rencontre », a soulevé bien des pistes de travail. Pour poursuivre ce chantier, nous avons trouvé un lieu : le Centquatre lui-même ! Considérant que ce lieu restera sans direction d'avril à juin, nous appelons à en prendre collectivement la direction. Rien de plus, rien de moins. Concrètement, une première assemblée générale constituante (d'un 104 « occupé ») a lieu ce jeudi 1^{er} avril à 10 h. Après, on verra bien. Rien n'est programmé. Mais les idées sont là. En clamant « qu'un autre 104 est possible », il s'agit de faire école... Car sans une réappropriation collective, aujourd'hui même, des moyens de l'art et de l'action culturelle, l'impasse actuelle se referma sur nous tous comme une redoutable souricière.

Jean-Marc Adolphe

La ligne d'une tentative

Ce 1^{er} avril à 10h37, je déclare ouverte l'assemblée générale constituante du 104 occupé.

Tout chemin est une déviation.

« La ligne d'une tentative est invraisemblablement utopiste. C'est sûr qu'elle rêve. Elle rêve les yeux ouverts. (...) Une tentative, c'est un petit événement prématuré. Alors qu'il faut aux événements politiques considérables une certaine maturation, voilà que sur un point très particulier de l'horlogerie de l'Etat et des projets politiques en cours de développement dans leur stratégie de prise du pouvoir se pointe une initiative on ne peut plus précaire qui prend corps et persiste ». (Fernand Deligny, Les enfants et le silence, Galilée,1980)

Pourquoi « occuper » le 104 (l'habiter, l'aménager, le faire vivre, le transformer) et en prendre collectivement la direction ?

Cette initiative, prise par Mouvement, est à entendre comme tentative, que nous allons réussir.

Elle s'inscrit dans la continuité de ce que cette revue, fondée en 1993, n'a cessé de défendre, à l'articulation de l'esthétique et du politique.

Il s'agit d'inventer « l'art d'en sortir », comme y invitait l'éditorial du numéro de septembre 2003 : « Il faut aujourd'hui commencer à mettre en œuvre, politiquement, la transformation même du politique pour résister à cette « grande transformation » qu'opère en sourdine la mondialisation suicidaire ». (édito 24 / septembre 2003).

Faisons donc, dès maintenant, « coopérative politique » pour réaliser ce qui vient, car « ce qui doit arriver ne peut manquer » (devise d'Henri IV).

Pourquoi au 104 ?

Un concours de circonstances nous conduit ici.

Ce lieu, érigé par la Ville de Paris sur le site des anciennes Pompes Funèbres, a été présenté comme établissement artistique d'un nouveau genre, inaugurant d'une certaine manière le 21^e siècle. Or, un an après son ouverture, un déficit important contraint les deux premiers directeurs à présenter leur démission, que la Ville de Paris accepte. Ont-ils démérité, et dans quelle mesure ? Ou bien le projet était-il dès le départ « mal ajusté », en un mot ingérable ? A cette heure, nous ne tirerons aucune conclusion définitive : nous mènerons notre propre inspection.

Toujours est-il que, dans l'attente de la nomination d'un nouveau directeur, ou d'une nouvelle directrice, qui devrait prendre ses fonctions fin juin, le 104 se retrouve actuellement sans direction (même si la Ville de Paris a désigné une administratrice provisoire). C'est à la faveur de cette vacance de direction que nous appelons à prendre collectivement la direction du 104, et à occuper le lieu, ou encore si l'on préfère, à s'en occuper.

Pourquoi une telle initiative ? Craignant l'impératif purement « gestionnaire » qui risquerait de guider le choix de la prochaine direction du 104, nous voulons renouer avec l'intention initiale qui a présidé à son ouverture, celle d'un lieu-laboratoire (dans le plein du sens du terme), quitte à s'autoriser à critiquer le bien-fondé de certains présupposés qui ont conformé ce lieu à devenir ce qu'il est aujourd'hui, architecturalement, économiquement, sociologiquement, et donc culturellement.

En appelant à prendre collectivement la direction du 104, nous disons donc : « Un autre 104 est possible ». Et allons le prouver, dès maintenant.

Nous ouvrons donc la question du 104, et nous l'ouvrons aussi largement que possible, à tous et à chacun, artistes comme habitants du quartier. Ici nous sommes sans qualités, mais pas sans compétences car nous sommes tous des experts du quotidien.

Et nous pensons qu'à l'heure où l'art et la culture seraient en danger (et pas seulement les rentes de situation de quelques-uns), nous ne pouvons sortir de cette impasse, ou de cette souricière, que si nous œuvrons à une réappropriation collective et démocratique des moyens et des enjeux de l'art et de l'action culturelle.

Ce chantier, nous l'ouvrons ici et maintenant. Ensemble. Rien n'est programmé. Ce mouvement trouvera en lui-même et par lui-même les formes de son à venir.

Qu'il soit clair, cependant, que nous ne nous limiterons pas au seul 104 ; mais que, prenant le 104 comme cas d'école, c'est d'une certaine manière la société tout entière que nous allons tenter de transformer.

A nous de faire en sorte que ce chantier d'utopies soit enjoué et vivant ; qu'il oublie les vieilles rancœurs et les règlements atrabilaires. Sans éteindre ce que savent nos mémoires, ce que nous avons à inventer est plus important que ce que nous aurions à ressasser.

Jean-Marc Adolphe, 1^{er} avril 2010.

Journal d'inquiétude d'une préoccupation citoyenne au 104.

En ce 1^e avril 2010, nous nous sommes réunis au 104 pour mesurer des étendues.

Etendues de nos désirs communs : nous sommes des citoyens qui attendons d'un établissement artistique public qu'il s'affirme comme un lieu d'utopies actives, comme un lieu de vie, de fêtes, de fabrique d'hospitalités en tout genres.

Etendues de la vacance des lieux : nous constatons aujourd'hui que les promesses du 104 sont en déroute, que sa direction est démissionnaire, que son dispositif sécuritaire est surdimensionné, qu'en lieu et place de ce qui devait faire espace public rugit un courant d'air terrifiant.

Etendue du gouffre financier : nous savons combien l'argent public a filé là, entre les doigts d'une machine administrative et d'un bâtiment vorace, sans que de la dépense quelque trace manifeste ait fertilisé dans la ville.

Nous avons mesuré des étendues, et nous sommes retrouvés en état de préoccupation.

A l'initiative de la revue Mouvement, nous nous sommes exposés là, aux yeux d'une administration intérimaire et néanmoins dubitative, pour faire écho à ces étendues, pour faire écho au vide alentour.

A l'initiative de chacun, nous avons échangé des états d'inquiétudes et de désirs, pour confirmer ainsi que nous veillons, et que nous re-veillerons, pour enfin, espérons-nous, réveiller les lieux.

A l'initiative de tous, nous avons décidé d'occuper les innombrables espaces publics délaissés ici pour affirmer, du haut d'une certitude acquise de nos compétences de citoyens, qu'un autre 104 est possible.

Nous avons entrepris de consigner des désirs, et listé des projets que nous voulons réaliser là, à la main. Pour faire obstruction aux courants d'air et ouvrir la rue, cette étendue invraisemblable qui relie rue de Curial et rue d'Aubervilliers. Nous avons ainsi écrit :

Fabriquer les traces de ce qui s'œuvre ici, repenser la notion de résidence artistique et la faire au pied de la lettre ; faire se réunir là les associations du quartier et offrir pour cela un lieu de dialogue et de délibération ; faire hospitalité là au point de construire un morceau de ville pour ceux qui la font mais ne peuvent y vivre ; faire 104 morceaux de cet établissement démesuré dont la politique ne peut alors se concevoir à hauteur d'homme ; construire les maisons donnant sur cette rue la sécurisant par là-même, et permettant d'économiser les sommes monumentales réservés au poste sécuritaire ; élaborer les conditions de la réappropriation d'un espace public, de deniers publics, de désirs publics, d'aventures publiques ; créer les outils de la permanence d'une veille citoyenne ; faire une antibrocante consistant à appeler la population alentour à venir déposer là un objet, un trésor, et ainsi à prendre part au lieu ; organiser un festival clandestin sans déranger, dans les interstices des espaces, dans les vides de la programmation, dans les doublures, dans les ourlets, dans les chicanes ; et continuer la liste.

Afin de continuer cette liste, nous poursuivons cette occupation et demandons simplement à la Ville, pour laquelle nous œuvrons ainsi, qu'elle consente à nous ouvrir les lieux, à nous offrir ici l'hospitalité, quelques chaises et quelques tables, pour qu'en l'occupant, nous nous occupions aussi des lieux. Qui le méritent.

CONFERENCE DE PRESSE. 2 AVRIL 2010.

**Conférence de presse publique
vendredi 2 avril à midi au Café du 104, à Paris**

Un autre 104 est possible !

« Considérant que le 104 restera sans direction artistique d'avril à juin, nous appelons à en prendre collectivement la direction. Rien de plus, rien de moins. Concrètement, une première assemblée générale constituante (d'un 104 « occupé ») a eu lieu ce jeudi 1er avril à partir de 10 h. En clamant « qu'un autre 104 est possible », il s'agit de faire école... Car sans une réappropriation collective, aujourd'hui même, des moyens de l'art et de l'action culturelle, l'impasse actuelle se referma sur nous tous comme une redoutable souricière.

A l'appel de la revue *Mouvement*, une « initiative citoyenne » a donc commencé à prendre corps ce jeudi 1^{er} avril au 104. Cette occupation pacifique, qui vise à élaborer des alternatives publiques, se heurte pour l'heure à un refus de la Ville de Paris d'accepter la « légitimité » d'une telle démarche participative.

Pour faire un premier point sur ce mouvement naissant, et les espoirs qu'il réveille bien au-delà du 104, nous vous convions à une conférence de presse publique, ce vendredi 2 avril à midi au Café du 104.

Un autre 104 est possible ! (une pré-occupation citoyenne)

« *Tout chemin est une déviation* » (Roberto Juarroz)

L'occupation du 104, qui a commencé le jeudi 1^{er} avril 2010, est une drôle d'occupation. Furtive, à peu près invisible, elle ne prétend pour le moment s'exercer ni par la contrainte ni par la violence. Respectueuse des personnels du 104 et des événements qui y sont programmés, cette « occupation » est appelée à se poursuivre dans les prochaines semaines.

La revue Mouvement (www.mouvement.net) a pris cette « initiative » :

« Considérant que le 104 restera sans direction artistique d'avril à juin, nous appelons à en prendre collectivement la direction. Rien de plus, rien de moins. En clamant « qu'un autre 104 est possible », il s'agit de faire école... Car sans une réappropriation collective, aujourd'hui même, des moyens de l'art et de l'action culturelle, l'impasse actuelle se referma sur nous tous comme une redoutable souricière ».

Réunis en assemblée générale le 1^{er} avril, les « occupants du 104 » ont fait part de leur « préoccupation citoyenne » et ont demandé l'accès à des espaces de réunion et de débat. La Ville de Paris a refusé de répondre à cette simple demande, en dénigrant la légitimité de notre mouvement et en arguant que « le 104 n'est pas un espace public ». Christophe Girard, adjoint à la culture de la Ville de Paris et président du Conseil d'Administration du 104, a cependant proposé de recevoir une délégation des « occupants du 104 » le vendredi 9 avril. Le 2 avril, en réponse à une journaliste de l'AFP, il déclarait : « *Cela me fait plutôt plaisir que le 104 donne autant envie à autant d'artistes d'origine et de sensibilité très différentes, car, dans ce collectif momentané, ils sont tous d'horizons différents. Cette "occupation" démontre que c'est un lieu désiré et un lieu dont on a besoin* ». Toutefois, ces propos étaient ultérieurement retirés de la dépêche AFP...

Pour notre part, nous poursuivons l'action, et reprenons l'occupation effective du 104 à partir du mardi 6 avril 2010.

Pour suivre le mouvement : <http://le104occupe.wordpress.com/>

Les occupants du 104.

Nous rêvions...

Il y a un an et demi était inauguré le 104, établissement artistique de la Ville de Paris. A l'aube du 21^e siècle, institution culturelle d'un genre nouveau, le 104 devait s'imposer comme lieu d'expérimentations tous azimuts, comme théâtre festif d'une activité artistique débordante. Morceau de ville à part entière, le 104 devait faire repère et abris, fabrique d'hospitalités en tout genre. Le 104 devait polléniser les nécessaires promesses d'une politique culturelle fertile en aventures humaines et politiques, d'une solidarité active entre artistes et citoyens.

Non mais on rêve !

Un gouffre financier invraisemblable, une direction démissionnaire, un passage urbain verrouillé, sécurisé, nettoyé de toute trace d'humanité. Ci-gît la politique culturelle ? Comment, si rapidement, en est-on arrivé là ? Comment a-t-on pu engendrer si parfaitement de la ville sans chair, un squelette de rue ? Comment a-t-on pu à ce point nourrir l'incompréhension des artistes comme des citoyens ? Comment a-t-on pu si furieusement lessiver le projet, essorer les promesses, balayer les rêves ?

Et si nous rêvions ?

Nous opposons aujourd'hui à cette apparente fatalité une prise de position : nous avons décidé de prendre collectivement la direction du 104, occupons les lieux, préoccupés par leur sort, pour nous en occuper. Sans en contraindre le fonctionnement, sans en troubler la programmation, et en attendant qu'une nouvelle direction en prenne les commandes, nous nous plantons là.

Ici, nous voulons faire mémoire des promesses et faire l'archéologie du projet éteint. Ici, nous voulons recueillir des paroles, réveiller des désirs, rassembler des forces. Ici, nous voulons faire s'opérer une réappropriation citoyenne d'un lieu qui ne peut pas sombrer davantage. Ici, nous prenons l'hospitalité pour mieux l'offrir et, sur place pendant 3 mois, nous accueillerons tous ceux qui par la pensée et les actes contribueront à dessiner, voire construire, un autre 104. Alors, prenant une autre direction, ce lieu deviendra-t-il un beau jour une rue, une place, une fête foraine permanente. Un laboratoire. Un monde.

**Collectif « Un autre 104 est possible »,
8 avril 2010**

ASSEMBLEE GENERALE AU 104 / VENDREDI 9 AVRIL 2010
ALLOCUTION JEAN-MARC ADOLPHE

Nous devons être reçus cet après-midi en délégation par Christophe Girard, adjoint à la Culture de la Ville de Paris, et président du Conseil d'administration du 104. A la demande de Christophe Girard, qui souhaite pouvoir nous consacrer le temps nécessaire, ce rendez-vous a été reporté à lundi 12 avril à 16 h, à l'Hôtel de Ville de Paris.

L'un des fils conducteurs du collectif « Un autre 104 est possible » est ce petit livre blanc, acheté ici même à la Librairie du Merle Moqueur. Il s'agit d'un agenda malicieux, édité par Le Jeu de la Règle : l'agenda de L'Imprévisible. A chaque jour de l'année est attribué une qualité particulière. Aujourd'hui, vendredi 9 avril 2010, nous sommes ainsi « journée des mises à jour (importantes) ». Lundi 12 avril, où nous irons à la rencontre de Christophe Girard, sera « journée des bilans de compagnie ». Nous verrons bien...

Qu'irons-nous demander au président du Conseil d'administration du 104 ? Des choses au demeurant fort simples.

-En premier lieu, que nous soit gracieusement octroyé le droit de travailler et de nous réunir dans les différents espaces du 104, dans les temps où ils sont vacants.

-Nous demandons ensuite que puissent nous être officiellement communiqués des documents (dont certains dont nous disposons déjà) qui nous aideront à réaliser notre propre inspection du 104, examiner ses statuts et son cahier des charges, puisque nous avons entrepris d'exhumer toutes les strates archéologiques de ce lieu.

-Nous demandons enfin que soient rendus publics les 56 dossiers de candidature de celles et ceux qui ont postulé à la direction du 104, afin qu'ils puissent être exposés au su de tous et publiquement débattus, ici même, avant que le Conseil d'administration du 104 ne rende sa décision.

Nous prendrions l'éventuel refus qui serait opposé à ces demandes de bon sens comme un déni de démocratie, qui nous obligerait au conflit, alors même que nous avons choisi la voie d'une occupation (ou si l'on veut, d'une pré-occupation pacifique et coopérative).

Car ce lieu imposant nous dévisage et nous regarde. Parmi les messages de soutien reçus, celui d'un artiste, actuellement à l'étranger, qui nous écrit : « Je vis tout près du 104. Pourtant, je n'y ai jamais mis les pieds. En tant qu'artiste, ce lieu ne m'intéresse pas. Mais en tant que citoyen, il me regarde »

Concrètement, nous mettons en place des groupes de travail, qui doivent se multiplier, mener les enquêtes nécessaires, rassembler et porter les paroles, dessiner et entreprendre les actions nécessaires à la revitalisation du projet 104, à la réactivation du 104 comme « espace public », chose que, de l'aveu même de Christophe Girard il n'est pas, il n'est plus.

Nous ne sommes pas en conflit contre la Ville de Paris. Nous n'entendons pas même juger de l'ensemble de la politique culturelle de la Ville de Paris à l'aune du seul 104. Mais ce lieu où nous sommes aujourd'hui a été abondamment présenté comme établissement phare de la mandature de Bertrand Delanoé et de son adjoint à la Culture, Christophe Girard. Au regard des sommes importantes qui y ont été investies (160 millions d'euros de travaux de rénovation des anciennes Pompes funèbres, 8 millions d'euros par an de subvention de

fonctionnement), le constat d'échec de la première mise à flots du 104 n'en est que plus accablant.

Notre combat n'est pas intéressé. Aucun d'entre nous, parmi celles et ceux qui se sont ralliés à ce mouvement dès le 1^{er} avril, n'est candidat à la direction du 104. Et nous n'avons rien à démontrer à la « puissance publique », car nous sommes, collectivement, la puissance publique. Et le seul intérêt qui nous guide, c'est précisément l'intérêt public (*petit hommage oral à René Rizzardo*). Et c'est à ce titre que nous avons commencé à nous mettre au travail pour bientôt montrer, concrètement, qu'un autre 104 est possible !

Je vous propose à présent de dissoudre cette assemblée générale. Mais de la dissoudre activement. Nous avons intitulé l'un des axes de travail que nous nous sommes donnés : « le 104 en 104 morceaux ». Il s'agit d'émietter, d'ensemencer, de disséminer. Activons dès maintenant ce morcellement qui ne cesse pour autant de faire assemblée. Je vous propose d'occuper, dès maintenant, par petits groupes, l'espace qui s'offre à nous.

Pour ma part, je ne peux rester parmi vous mais je reste parmi vous. Concrètement, je prends le train dans une heure pour Clermont-Ferrand pour participer à une rencontre-débat sur théâtre et politique, à l'initiative d'une compagnie. Je vais aussi y parler du 104. Parmi les messages que nous avons reçus hier, celui-ci :

« en lisant vos 104 propositions, je me pose une question: pourquoi dans chaque ville n'y aurait il pas un débat autour de ces propositions et pour alimenter cette réflexion engagée? Elles ouvrent tellement vers le bon sens. Je ne suis pas à Paris et aimerai pouvoir y participer d'une façon ou d'une autre. »

Nous sommes ici pour faire école. Car nous ne nous préoccupons pas que du 104. Je rappelle pour finir que le mouvement qui a pris corps ici est aussi né dans la foulée de la journée de mobilisation et de la manifestation du 29 mars. Il paraît que la culture est en danger. Nous disons que si la culture est à ce point en danger, ce n'est pas une, ou deux, ou trois manifestations qui y suffiront. Et que la forme d'impasse qui se dessine aujourd'hui résulte peut-être de nombreuses erreurs de conduite qui ont mené à ce cul-de-sac. Et parce que nous ne voulons pas finir comme rats en cage, nous réaffirmons que nous ne pourrons sortir de cette souricière que si les enjeux contemporains de l'art et de l'action culturelle redeviennent l'objet d'une très large appropriation citoyenne et politique.

Cette petite révolution a commencé ici même, au 104, un lieu-laboratoire à partir duquel nous invitons à élaborer un à venir qui puisse ressembler à nos désirs. Nous disons : « le fatalisme est has been ». Et nous disons aussi, en français, et dans toutes les langues du Tout-Monde : « Oui, nous pouvons ».

Encore une fois, merci d'être là. Ensemble, nous avons fort à inventer.

Jean-Marc Adolphe,
Paris, 104, 9 avril 2010.



Un autre 104 est possible !
Messages et contributions

104 propositions pour

Aborder le 104

Accueillir des gestes micropolitiques

Adosser l'invention au désir

Aller de l'implicite à l'explicite

Apprendre à s'orienter dans l'incertitude

Apprivoiser l'improbable

Approfondir les qualités du présent

Atténuer l'opposition entre expert et non expert

Augmenter le nombre des choix possibles

Cesser d'attendre que le monde ait changé pour nous changer

Complexifier ce qui paraît compliqué

Confronter la créativité à l'art

Considérer la démocratie comme à venir

Constater que la valeur culmine dans ce qui est sans prix

Constituer un public hors de toute échelle prescrite

Construire un lieu pour une multitude de récits

Contourner les obstacles par des résolutions imprévues

Critiquer les politiques culturelles

Déborder les connaissances légitimes

Décider des affaires qui nous concernent

Déclarer la gratuité des connaissances

Décloisonner les pratiques et les savoirs

Déconstruire les industries culturelles

Décontaminer les subjectivités manufacturées

Défaire les modes de rationalité dominants

Déliier individuation et individualisme

Démontrer les limites de l'expertise

Dépasser les conventions de format

Déplacer la valeur d'échange vers la valeur d'usage

Dérober les productions artistiques à un horizon d'attente

Détourner l'art de toute confusion avec le luxe

Développer des activités productrices de soi

Dialectiser les subjectivités individuelles et collectives

Discuter publiquement de la valeur de la valeur

Disposer des moyens de débattre

Disqualifier la régulation de la vie par le marché

Distinguer l'art des produits dérivés de l'art

Diversifier des richesses irréductibles à la monnaie

Donner des couleurs à la sphère publique

Douter de la science économique

Échanger des valeurs avec d'autres

Échapper au marché de la distinction

Émanciper la subjectivité des processus de valorisation du capital

Empêcher la raréfaction artificielle des biens immatériels
Encourager les œuvres coopératives
Engager des relations échappant aux stratégies du capital
Éprouver un nouveau partage de la décision
Éradiquer la notion de productivité
Évaluer les évaluateurs
Examiner la promotion des technologies de l'instantané
Expérimenter les réciprocités entre singulier et collectif
Fabriquer des questions
Favoriser les échanges gratuits
Formuler un devenir conséquent à la mémoire
Habiter un lieu sans identité nationale
Hybrider les pratiques
Identifier du sens hors des finalités prescrites
Intriquer création, vie et apprentissage
Invalider les évaluations du marché
Inventer des outils pour l'espace public
Limiter les effets de l'accumulation du capital
Maintenir des frontières avec la bêtise
Métamorphoser les situations de problème en stratégie de mouvement
Mutualiser les compétences avec les incompétences
Nourrir le savoir d'intuitions poétiques
Observer que la forme des problèmes est indéterminée
Ouvrir des espaces qui ne s'effacent pas devant la marchandise
Partager des désirs, des points de vue et des expériences
Penser avec le corps
Permettre l'accès de sa propre activité à la culture d'autrui
Précipiter un doute sur les savoirs institués
Préférer le doute aux solutions hâtives
Problématiser le contraste entre ceux qui font et ceux qui reçoivent
Promouvoir un retard concerté des résultats
Questionner la substitution de la culture de masse aux cultures populaires
Réagencer les relations entre travail, œuvre et action
Réaliser le propre du sujet dans un devenir commun
Reconnaître le nom propre de chacun
Redéfinir les espaces de l'art
Rédiger un code de l'impropriété intellectuelle
Réévaluer le politique à l'aune du poétique
Refaire l'Europe
Reformuler le programme
Refuser la main invisible du marché
Réinterpréter les intentions initiales
Remplacer les mauvaises solutions par le brouillon de ce qui serait préférable
Rendre visible la subjectivité de la valeur économique
Repenser son rôle dans la distribution des places
Ressourcer les solutions par les problèmes
Révéler les problèmes dans des formes questionnantes

Rire de la blague de la fin de l'histoire
Ruiner le régime de la quantité
Scruter les potentiels du présent
Séparer les productions artistiques de la pyramide des prix
Soustraire la méthode au discours
Stopper la conversion du vivant en valeur monétaire
Substituer la vie au Spectacle
Transformer les contradictions du capitalisme en ressources
Transmettre les valeurs de l'art
Travailler avec des œuvres et habiter avec des outils
Trouver des substituts à la valeur identitaire du travail
Valoriser la qualité du temps vécu
Vivre l'art comme expérience
Vouloir un autre monde avec détermination

François Deck,
Plasticien, enseignant à l'École d'art de Grenoble

Quelles leçons tirer du 104 ?

A propos du 104, Jean-Marc Adolphe a initié un geste nécessaire et urgent. Merci. Ce geste dépasse le « cas d'école » que représente le 104 et, comme le note Ariane Mnouchkine dans un message de soutien, l'important semble de ne pas s'en tenir à ce « cas » d'école, ou aux petites turpitudes gestionnaires dont se sont peut-être rendus coupables certains technocrates parisiens de la culture, mais de voir en quoi ce cas pourrait faire, sinon école, du moins leçon. S'il y a, avec le 104, matière à scandale dans l'usage des deniers publics, alors que le scandale éclate. Mais le bruit d'une éventuelle explosion médiatique ne devrait pas masquer le principal. Dire qu'« une autre politique culturelle est possible » ne suffit pas. En fait, une politique de la culture, ce qui n'existe plus depuis longtemps en France, est, en réalité, absolument nécessaire et urgent. Mais cela suppose, à l'évidence, une certaine culture politique, une certaine culture du politique.

Depuis quelques décennies, l'activité des professionnels de la politique, dans la perspective d'une rationalisation de l'action de l'Etat et de ses structures d'administrations intermédiaires, s'est transformée en activité gestionnaire et comptable fondée sur les seules techniques des sciencespotistes et des énarques, ces apôtres de l'économétrie et de la sociométrie généralisées. Ce projet scientiste et d'inspiration positiviste entend procéder à la rationalisation du gouvernement des hommes en mobilisant les outils mathématiques développés dans les sciences dures et qu'ont annexés certaines sciences humaines : l'économie, qui fait ici figure de modèle, mais aussi la sociologie ou l'histoire. Le projet est de prévoir, pour les maîtriser au moyen des bons algorithmes mathématiques, des variations de quantités, de flux, etc., des différentes « réalités » dont se compose le corps politique. Ainsi l'évolution du nombre des chômeurs ou les tendances de l'opinion sont-elles l'objet de calculs statistiques qui supposent comme unique mode de pensée, pour gérer le corps politique, la catégorie de la quantité et, comme unique règle de déduction pour définir l'action politique, le principe de causalité sauvagement postulé derrière de simples corrélations statistiques : si le gestionnaire fait varier telle ou telle quantité dans le corps social, quelle variation s'ensuivra-t-il sur telle autre quantité ? Dans cette perspective, la notion de valeur se résorbe dans celle de la quantité mathématique : le PIB finit par passer pour une mesure du bonheur des peuples et le taux de chômage pour celle de leur malheur. Dans cette idéologie, définir une politique culturelle est simple : il suffit par exemple de comparer des quantités telles que le budget affecté à une structure culturelle et le nombre des gens qui la fréquentent pour, en cas de variation commune, inverse, ou disjointe, en tirer une leçon immédiatement causaliste du type : augmenter le budget ne sert à rien car cela n'augmente pas la fréquentation. Autre exemple : pour être certains d'exécuter un geste de politique culturelle « fort », on ouvre à coup de millions les 39 000 m² du 104, comme si la quantité d'argent et de m² suffisait à mesurer l'importance d'un projet et assurer son « impacte » social sur un quartier parisien. Quand la catégorie de la quantité est la seule à l'œuvre dans la pensée, l'unique mesure de l'action politique devient *comptable*. La question du sens, donc la question de la pertinence du geste politique, ne peut même plus être posée. Cela supposerait en effet de donner une toute autre signification au mot « valeur ».

La mise en œuvre de cette idéologie politique énarquo-sciencespotiste s'est beaucoup accélérée depuis dix ans. Les accords de Lisbonne en 2000, la LOFP, la récente réforme des universités dite loi LRU, la constitution cette année des nouvelles Agences Régionales de

Santé destinées à administrer les systèmes de soin de manière strictement comptable, tout cela constituent quelques exemples parmi d'autres qui marquent la généralisation de cette idéologie politique au niveau de l'Etat en général (e.g. la LOFP) et par secteurs d'activités (e.g. la loi dite LRU, les Agences Régionales de Santé, voire aussi les politiques sécuritaires actuelles qui demandent aux commissariats de police de « faire du chiffre »). C'est cette idéologie que le pouvoir actuel entend à présent faire appliquer au niveau des collectivités locales en les réformant.

Le propre de cette idéologie politique scientiste est de transformer le fait social, la culture, en une réalité naturelle et objective, telle que celles que construisent les sciences dures. Il est clair pourtant que l'humain ne suit pas des règles causales strictes, même au niveau global. Les changements dans le monde humain ne relèvent pas d'un déterminisme strict tel que celui que doivent postuler les sciences de la nature pour pouvoir traiter rationnellement les phénomènes naturels. L'histoire des hommes montre au contraire que le monde humain supporte les contradictoires, et même les contradictions, que l'évolution des groupes sociaux n'a rien de déterministe qui les rendrait absolument prévisibles : même l'économiste ne fait que courir *après coup* pour déterminer l'algorithme mathématique qui expliquera la catastrophe financière, mais une fois seulement que celle-ci a eu lieu, sans prévenir, donc après qu'elle a déjà fait des millions de pauvres.

Le véritable malheur est que cette idéologie politique énarquo-sciencespotiste, comme la réalité ne cesse de le montrer, est vouée à l'échec. Faute de savoir penser l'humain comme tel, c'est-à-dire comme lieux de contradictions permanentes, elle ne peut « gérer » qu'entre des crises qu'elle ne sait ni prévoir, ni organiser, ni considérer pour ce qu'elles sont : les temps proprement culturels de la culture, les temps proprement politiques du politique, voire les moments essentiels des transformations économiques. Parce qu'elle considère les hommes réels comme des choses quantifiables, donc comme des objets de la nature, cette conception du politique ne peut que traiter les hommes toujours comme des moyens provisoires, et non comme une fin en soi. La seule fin que cette idéologie puisse concevoir, qu'elle se propose, et qu'elle nous impose, c'est la gestion globale d'un corps social *statique*, c'est-à-dire *culturellement mort*. Plus savante que le peuple, cette politique-là se pense elle-même comme l'avant-garde experte de la société et, qu'elle soit de droite ou de gauche, se considère structurellement semblable au parti par rapport à la classe ouvrière lors des pires temps du stalinisme. Elle réussit ces temps-ci à procéder à la surrection générale des esprits parce qu'elle se fonde rhétoriquement sur une pure contradiction dans les termes : pour réussir à vous rendre aussi libres qu'il est possible, la nature présente des réalités socio-économiques est telle que nous n'avons pas le choix ; la science (po.) nous montre ce qu'il est nécessaire de faire aujourd'hui pour garantir a minima votre liberté privée. Et cette dernière promesse est tout ce qui distingue cette idéologie du vieux stalinisme. Cela revient à repousser toujours au lendemain le temps de la liberté, de la liberté dans sa forme complète et achevée qui est essentiellement, non pas la liberté individuelle privée, mais de la liberté politique, c'est-à-dire le moment où nous discutons collectivement et publiquement *des fins* que nous nous donnerons à nous-mêmes, et qui constitueront notre projet politique commun. La « politique » actuelle s'apparente au contraire à une promesse de barbier : demain nous raserons gratis mais, en attendant, nous vous demandons de payer le prix fort et de vous serrez la ceinture, car les conditions présentes, c'est la science po. qui le dit, ne nous laissent pas le choix : on ne peut léguer à nos enfants le déficit public actuel, ou continuer de saccager ainsi la planète, la science économique ou cette science naturelle qu'est l'écologie nous le disent. Tachez donc de comprendre. Et patientez.

L'idéologie énarquo-sciencespotiste est donc la négation même de la politique, du moins au sens que prend ce mot, ou qu'il devrait prendre, dans un espace authentiquement démocratique. Le débat politique ne consiste pas en effet à disputer inlassablement sur les moyens techniques d'assurer une bonne gestion du corps social tel qu'il est, mais à poser des fins, c'est-à-dire un système de valeur, une hiérarchie de projets et donc, *in fine*, du sens : le sens de nos vies, c'est-à-dire à la fois leur direction et leur signification. Ce par quoi nous nous inscrivons dans une *histoire*, ce que ne fait pas la nature. Le discours politique global qui se déploie depuis une dizaine d'année relève ainsi de la rhétorique de l'acceptation d'un état de fait inéluctable d'où sont causalement déduites les règles nécessaires de la gestion du présent, ce qui interdit de penser un avenir, et justifie l'ignorance du passé. L'idéal positiviste et scientiste des énarquo-sciencespotistes, cet idéal phantasmatique de maîtrise totale et instantanée des affaires humaines moyennant la prévision statistique, a séduit une bonne part de la classe politique professionnelle qui, lorsqu'elle n'a pas été elle-même formée dans ce moule intellectuellement indigent, s'imagine, faute de disposer de philosophies politiques alternatives suffisamment pertinentes, tenir là le Saint Graal de sa réussite dans la carrière « politique ». Le professionnel de la politique n'a ainsi plus que faire de savoir l'histoire, de fréquenter les arts, par exemple de lire *La Princesse de Clèves*.

Certes, instituer collectivement un débat public de qualité, où chacun aurait droit à la parole parce tous pourraient contribuer à la réflexion commune de manière pertinente, instituer donc un débat authentiquement politique qui porterait sur les fins et non sur les détails d'un budget d'emblé supposé contraint (par la crise, par la dette, par Bruxelles, par le réchauffement climatique, etc.), évidemment, cela ne se décrète pas. Certes, la démocratie, cela se construit. C'est dire que la première fin que doit se proposer le politique, du moins si l'on tient à la démocratie, est bien de s'instituer lui-même comme espace démocratique. Que cette institution soit l'œuvre d'un travail difficile n'échappe à personne. Encore faut-il clairement poser cette fin et travailler effectivement à sa réalisation, si l'on veut que le débat démocratique sur les fins ait, du coup, un sens. Cela suppose évidemment la réalisation de conditions économiques permettant de dégager le temps de loisir, de liberté, dans lequel ce débat pourra se tenir. Mais cela suppose aussi un travail politique qui préserve des espaces d'acculturation des citoyens, sans quoi le débat ne fera que répéter inlassablement les mêmes slogans éculés et simplistes et, en temps de crise, les pires sophismes fascistes. L'ordre démocratique est évidemment l'objet d'une formation, et d'une formation inlassablement continuée au fil du renouvellement des générations. Reste que sans l'espace d'une culture suffisamment riche et partagée, et même à supposer remplies les conditions économiques qui permettent de dégager pour tous un temps de loisir suffisant, cela ne fait pas encore une démocratie possible. Sans instruction suffisante pour tous, sans fréquentation suffisante offerte à chacun de s'approprier les jeux de sens que produit l'art dont nous sommes les contemporains, alors aucun débat authentique n'est évidemment possible.

La question est donc : le projet du 104 avait-il pour finalité de contribuer à l'institution de cet espace d'acculturation qui fonde l'ordre démocratique ? Si oui, pourquoi ce qui a été réalisé ici se révèle incapable, de fait, de rendre ce service public minimal qui est d'instituer, par le jeu des formes esthétiques et les inventions de sens que proposent les artistes, cette ouverture des esprits qui est la propédeutique nécessaire à tout débat démocratique ultérieur ? Peut-être l'« affaire » du 104 est-elle ici révélatrice de, disons le gentiment, la misère théorique et politique de la gauche.

Le 104 semble en effet relever de la volonté de poser un lieu de culture pharaonique dans un espace politique dégradés par une double misère, matérielle et spéculative. En apparence le projet est généreux : donner aux habitants de ce secteur du XIX^{ème} arrondissement de Paris un « équipement culturel » où ils pourraient fréquenter l'art contemporains, et même l'art en train de se faire, parce que, après tout, les pauvres aussi y ont droit. Sauf qu'à postuler ainsi abstraitement une égalité de droit, on a simplement renforcé de cruelles, et bien réelles, inégalités culturelles. Comme la pyramide de Pharaon, le monument en impose. Le pouvoir est content : il peut se vanter d'avoir dépensé millions pour offrir aux pauvres l'équipement phare de sa politique culturelle. Sauf que, comme celui d'Alexandrie, ce phare-là ne remplit nullement la fonction de guider le voyageur au port : il lui signifie au contraire, une fois pour toute, la grandeur et la supériorité culturelle de ceux qui l'ont décidé et construit. Le monument impressionne : il n'a rien de *familier* pour la majorité de ceux qui vivent là. Sans doute les plus pauvres ne comprennent-ils même pas, d'ailleurs, de quoi il s'agit ici. Quel sens y a-t-il en effet de proposer à celui qui ne fréquente jamais l'art d'assister à des créations en train de se faire ? Qui n'a pas le permis de conduire peut-il être spontanément intéressé par le salon de l'auto et, *a fortiori*, par une visite (d'ailleurs très peu guidée) des usines Renault ? Personnellement, je ne connais pas le sanscrit : on peut bien me « mettre en contact » avec une page écrite dans cette langue, mais je doute que cela me conduise à comprendre quoi que ce soit de ce qui s'y énonce.

Quel est alors l'effet de sens politique, donc de mise en ordre de la cité, que produit le 104 ? Réponse : c'est un effet de distinction sociale, au sens de Bourdieu. Ici, le discours sociologique et urbanistique des cabinets énarquo-sciencespotistes qui soutient le volontarisme socialiste produit en réalité *politiquement* l'effet que Bourdieu prétendait décrire objectivement dans *La Distinction*. Cette sociologie – qui n'est d'ailleurs pas la seule possible : cf. les travaux d'Emanuel Wallon –, comme mode de pensée du politique, en fait, réalise ce qu'elle prétend rencontrer comme un pur objet : l'exclusion des pauvres du partage esthétique bourgeois. Oui, cette sociologie est une arme de combat, une arme bourgeoise qui, ici, isole le pauvre dans sa misère spéculative et esthétique en l'impressionnant par un monument qu'il ne peut s'approprier – c'est ce que montre les faits ! –, un monument qui le tient donc à distance et qui, par contrecoup, distingue le bourgeois de la rue Saint-Maure, de la rue Oberkampf, d'Anvers et de Pigalle, de la rue de la Roquette et du quartier Latin qui, lui, saura prendre le métro ou un velib pour aller au 104 voir le spectacle qu'il aura repéré sur un site internet. L'incarnation matérielle de ce processus politique de réelle distinction, donc d'exclusion sociale effective, au 104, c'est le service de gardiennage qui, dès l'abord, regarde qui va-là, semble contrôler qui peut entrer ou non. Si le temple a besoin de gardien, c'est bien que n'y entre pas qui veut, ou en tout cas qu'on n'y entre pas n'importe comment, par exemple tel qu'on est. Encore faut-il dire que, ces temps-ci, la pyramide, le tombeau, le temple, la cathédrale, est quasi-vide, ce qui, à Pâques, est peut-être normal. Pourtant, même les Eglises les plus rétrogrades le savent : une bonne pastorale, un prosélytisme réellement efficace, cela suppose autre chose que les seules grandes cathédrales. Cela suppose des églises de campagne, des chapelles de quartier. Risquons une seconde analogie : il semble bien que le policier de proximité, qui connaît le quartier, est plus efficace à garantir la sécurité des habitants du lieu. Pourquoi ne pas inventer, ce qui paraît urgent, un ilotage esthétique organisé par des artistes de proximité ? Il semble bien, d'ailleurs, qu'en matière de prosélytisme laïc *préalable*, lors de l'implantation et de l'ouverture du 104, le débat « démocratique » avec les habitants du cru se soit résumé à... une peau de chagrin. C'est la difficulté de la démocratie : elle ne s'institue pas en commençant par un bout et en négligeant

les autres, mais en tissant tous les bouts (esthétiques, spéculatifs, pratiques, administratifs...) simultanément.

Exiger au sein de la cité un foisonnement *disséminé* des arts et réclamer leur protection politique (donc aussi économique), ce n'est donc rien d'autre qu'exiger le politique. Non pas « une autre politique (culturelle) possible », mais exiger le politique comme tel, ici et maintenant, et l'exiger à *partir de ses propres conditions de possibilité*. Ici et maintenant : car nous n'entendons pas être aujourd'hui tondu pour très cher en attendant que, demain ou dans 104 ans, l'on nous rase gratis. Cela revient aussi à exiger la considération du monde humain pour ce qu'il est et refuser sa résorption dans l'univers des choses. Le projet de transformer certains humains en choses fut celui des nazis et constitua leur « politique » de 1933 à 1945. Certes, le foisonnement des arts ne constitue pas à lui seul une assurance tout risque contre la barbarie. C'est la mise en œuvre d'une politique authentiquement politique, et réellement démocratique, par conséquent le contraire de la gestion technocratique des populations à coup de sondage d'opinions et de mesures gestionnaires-comptables, qui peut nous éviter la barbarie toujours possible. Les nazis, de fait, furent d'excellents gestionnaires. Il n'en reste pas moins que le foisonnement des arts et leurs capacités de subversions des idées reçues, donc d'amorçage et de renouvellement d'un authentique débat collectif – qu'ils ne sauraient, certes, remplacer – est la condition de cette politique-là qui, en fin de compte, mérite seule le nom de « politique ». En inventant de nouvelles formes, c'est-à-dire en déployant des jeux de signes inédits, incongrus, étranges et donc producteurs de significations nouvelles, les contestations et les subversions publiques auxquelles *doivent* se livrer les artistes constituent en réalité l'une des conditions sans laquelle tout débat politique tournera inmanquablement au bavardage, puis aux pires rhétoriques extrémistes. Ici se situe la responsabilité proprement politique de l'artiste : quand le geste esthétique surprend et interroge du fait de sa seule valeur esthétique, il possède alors plus d'efficacité politique que le fait de chanter *L'Internationale* ou *La Marseillaise* à la fin d'un spectacle, de peindre une *Liberté guidant le peuple* sur un mur de la rue.

Pour faire médiation de l'un à l'autre, c'est-à-dire du champ du partage esthétique proposé par l'artiste dont le travail questionne un chacun à partir d'expériences sensibles inédites, au champ du débat politique comme tel, l'école et l'université doivent garantir à tous une appropriation suffisante, *c'est-à-dire maximale*, des savoirs théoriques et spéculatifs qui constituent notre culture, ainsi qu'une connaissance suffisante, *c'est-à-dire maximale*, des traditions artistiques qui permettent de simplement fréquenter l'art contemporain avec curiosité et plaisir. Supprimer les enseignements artistiques de l'enseignement secondaire, ce qui arrive maintenant, ce n'est pas seulement couper les citoyens des artistes de leur temps, mais c'est, essentiellement, supprimer l'une des conditions de possibilité fondamentale de la réalisation d'un espace politique démocratique. Lorsque l'école n'a plus la mission, d'une part, de favoriser la réception de la nouveauté des jeux de sens que proposent les artistes contemporains, ni non plus, d'autre part, celle de réfléchir conceptuellement ces jeux de sens de sorte que chacun puisse les repenser en termes de nouvelles finalités possibles visant le bien commun, alors l'école cesse de remplir sa fonction politique. L'école, et singulièrement l'université depuis un an, deviennent alors des lieux de formation professionnelle simplement destinés à adapter la main d'œuvre aux dispositifs industriels de production des biens et des services : elles forment des employés, elles n'instruisent plus des citoyens.

Casser, en les rompant à la logique du marché, c'est-à-dire à la logique des choses échangeables entre particuliers recherchant leur plaisir privé, d'une part l'école et

l'université qui sont sensées au contraire dispenser à tous des savoirs *universels* et, d'autre part, les arts et la culture notamment en sacrifiant les petites et moyennes structures qui permettent la pratique effective de questionnements esthétiques dans la proximité d'un même territoire politique partagé, cela revient à supprimer la possibilité de l'ordre politique démocratique. Tel est le pari antipolitique de la droite libérale : en vouant le savoir, l'art et la culture au marché, elle transforme la cité en entreprise, et en une entreprise où il ne s'agira certainement pas de pratiquer l'autogestion. La gauche promet au contraire de gérer les affaires communes de manière équitable pour tous. La question est : le politique est-il une affaire de gestion savante des populations pour leur propre bien ? Quelle anthropologie et quel concept de la citoyenneté un tel projet politique suppose-t-il ? L'expérience du 104, ce *coitus interruptus* en matière de politique accessoirement culturelle, semble indiquer que la gauche socialiste ne sait pas vraiment répondre à ces questions qui, d'ailleurs, n'apparaissent pratiquement jamais dans son discours public.

L'antipolitique de la droite libérale tient l'espace social pour un marché et la cité pour une entreprise. Elle en tire toutes les conséquences. Elle ravale le spirituel et le spéculatif, c'est-à-dire les savoirs, les arts et la culture, ce dont chacun est capable au plus haut niveau au moins en droit, au rang de simples objets de consommation dont les traces (les émotions esthétiques, les moments de compréhensions joyeux de nouvelles connaissances, etc.) n'ont pas plus, pour elle, de sens ni d'importance que les reliefs de nos repas : des ordures ménagères. Cela revient par conséquent à tuer les hommes puisque ceux-ci n'existent comme tels que dans les traces esthétiques et spéculatives partageables qu'ils produisent, c'est-à-dire dans cet espace des signes et du sens par lesquels ils s'instituent collectivement, contre le monde des choses, comme subjectivités proprement humaines. L'« affaire » du 104 montre que la gauche gestionnaire, malgré son souci apparemment « démocratique », n'arrive pas, elle non plus, à penser le politique comme tel. Le 104 est peut-être la contraposée de la preuve par le pudding. Engels disait que la preuve du pudding, c'est qu'on le mange. Le fait que, du 104, personne n'en veuille, est peut-être la preuve de la faillite de la recette politico-culturelle de la gauche, ce qu'on espère provisoire. Les dégâts collatéraux de cet échec – temporaire ? – pourraient être extrêmement dommageables pour la démocratie locale s'ils coupaient encore davantage de citoyens de la fréquentation des arts et de la culture, fréquentation où, comme on l'a dit, s'enracine la possibilité même de l'ordre démocratique, et pas seulement au plan local.

Crevés, ces yeux qui auraient pu voir plus loin grâce à la peinture, car il n'y aura plus de peintres vivants. Arrachées, ces langues qui auraient pu dire des poèmes pour interroger le présent et pro-poser un avenir commun et partagé, car tous les poètes seront morts : reconvertis en rédacteurs de slogans pour agences publicitaires. Au mieux l'art ne sera plus qu'un snobisme coûteux réservé à quelques nantis protégés par le système : cadres de l'industrie, professeurs des universités, médecins et pharmaciens soucieux de s'y retrouver, et de s'y retrouver entre eux. Alors, dans le bruit et l'agitation de la gestion commerciale et technocratique, dans le brouhaha des distractions de l'industrie de divertissement, la place même du silence, du moment de l'effroi, qui avaient pu naguère faire face à la barbarie pour nous donner une chance de la reconnaître, cette place elle-même aura disparu. Alors la barbarie, pourtant bien réelle, n'existera plus pour nous. Non repérable comme telle, nous l'aurons intégrée dans nos corps et les douleurs qu'elle produira n'auront plus pour nous le sens d'être des souffrances, la souffrance. Quand tous les danseurs et tous les chorégraphes auront disparu, nous ne saurons même plus que, contre le pas cadencé et pesant des

godillots de la modernité technocratique, il avait été possible, autrefois, de se risquer à danser sur d'autres chemins. Alors la barbarie sera devenue comme l'ordre inéluctable et nécessaire *des choses, car nous seront nous-mêmes devenus des choses*. Au sens propre, tous seront *abrutis*. Dans ce monde-là, certes, la politique aura disparu avec les arts et la culture. Non pas le cauchemar de Darwin, mais bien plutôt celui de Tocqueville. Le 104 ne devrait pas être un simple « cas d'école » pour une autre politique éventuellement possible au niveau local, mais un foyer de résistance internationale des hommes qui veulent lutter pour la préservation de leur misérable et précaire bien commun : l'humanité elle-même. Non pas une autre politique possible, comme si nous devions choisir entre divers techniques gestionnaires qui permettraient de congeler le présent dans l'éternité, mais bien le politique comme tel, ici et maintenant, inventé à partir des jeux de sens que proposent les artistes contemporains, et repenser au moyen des savoirs que la science construit aujourd'hui.

Proposition : pour rouvrir au plus vite et au plus vif le débat politique, développons ici et maintenant, au 104, quelques gestes esthétiques, avant qu'il ne soit trop tard.

Paris, lundi 5 avril, jour de la Pâques 2010,

Vincent Guillaume,
metteur en scène, Cie Planétarium

En quoi l'occupation du 104 à Paris nous concerne ?

En quoi l'occupation du 104 à Paris nous concerne ?

OUI ! Ça nous concerne et au plus haut point !

L'Adada a une réunion de travail sur le lieu ressource ce matin !

Il s'agit de Caen capitale

Il s'agit d'un lieu pour tous les bas normands pour une lisibilité de tous les artistes de Basse-Normandie ; mais aussi un lieu d'économie solidaire, un lieu d'appropriation collective !

Imaginez un seul instant le 32 rue des cordes enfin à la disposition de tout le secteur indépendant ?

Imaginer l'utopie en marche !

C'est de cela dont nous avons besoin de mettre en marche des utopies !

Et c'est cela la leçon du 104 à Paris !

le 104 a été créé pour soi disant mettre en route un nouveau type d'institution et il faut bien le dire, ce fut un bide ! car on a pris les choses à l'envers ! On a décliné de l'institutionnel dans un lieu vide et il est arrivé ce qu'il arrive toujours avec les gros cerveaux de l'institutionnel :

il est arrivé : un bide !

Car les gros cerveaux de l'institutionnel nous fabriquent de la bonne conscience !

A Paris comme ici !

Alors mes camarades suivons de près ce qui se passe au 104 !

car nous devons l'inventer ICI, et appeler nos concitoyens à s'emparer des outils et des biens culturels et leur dire que voulez vous en faire !

Rappelez-vous l'occupation du 32 des cordes en 2003 ! Rappelez-vous comment nous la fîmes avec les chômeurs !

Bref moment d'utopie fraternelle !

Travaillons l'utopie ! Tous solidaires avec l'occupation du 104 !

Jean-Pierre Dupuy,

ADADA (collectif d'artistes en Région Basse-Normandie)

Fête des morts au 104.

Il y a de ces samedis après-midi Parisien, de vent et d'humidité qui poussent l'errant provincial au refuge de quelques lieux...

En ce samedi de février donc je poussais ma curiosité aux abords du 104 dans l'espoir d'y découvrir artistes et vies de l'art, citoyennes et skates en folies sous la verrière immense. Je me demandais même si un marché de quartier ne pouvait pas trouver là-bas son espace, le temps d'une matinée populaire et passante. J'y dirigeai donc mes pas ordinaires en espérant que d'ordinaire en ordinaire je pourrais y trouver l'extra souhaité... Je ne me figurais pas ce que j'allais y percevoir... Un musée. Un musée désaffecté et fantomatique des anciennes pompes funèbres de Paris... Une sorte de « musée de l'anti-musée » comme je pus le lire plus tard en couverture du bouquin coécrit par la future/ancienne direction... je pensai immédiatement au « Royaume » de Lars Von Trier... Le Royaume ou l'hôpital et ses Fantômes... Comment ignorer l'histoire et son inscription infinie dans l'atmosphère, dans l'invisible...? Je cherchais parmi les médiateurs d'accueil quelqu'un susceptible de me « re »présenter les lieux et leurs destinations du jour, mais là encore une sorte de rien ou si... un accueil parfait à la mesure du 104... L' accueil de quelqu'un d'inoccupé dans l'étendue déserte... quelqu'un à l'abandon derrière sa vitre de regard sur rien... avec en arrière fond la vague rumeur de la rue et les « jeunes blacks » du quartier, une dizaine tout au plus, occupés à se chercher des noises et le flirt d'une journée sans plus... Bon me dis-je, je m'en fous après tout, il se peut que ce lieu ne me doive rien? Ça ne m'étonne pas finalement mais quand-même... Alors je poussai mon désir d'en savoir un peu plus et me dirigeai vers la seule projection du jour dans une « grande salle » très haute et très froide... Un film donc adossé au mur blanc de gris, façon espace content pour rien... Un film sur l'histoire du lieu et son passé funèbre, funèbre mais public avec de la vie en quelque sorte. Des ouvriers, des ouvrières oh chères citoyennes!, des chevaux, des corbillards et des cercueils, des cercueils par centaines, en rang prêts à recevoir leur mort... Trente minutes de ce traitement de choc et je compris au final où je me trouvais, ou ce qui se trouvait là dans l'air que je respirais, dans ce que je pensais être du rien... J'en avais assez vu... je sortis et tombai sur une scène qui restera dans ma mémoire comme peut-être, la plus cohérente performance contemporaine qu'il m'ait été donné à voir...

Six artistes coréens sortant de leur alcôve de pierre, portant une caisse de transport d'œuvre, en bois blanc, cercueil du pauvre. Six artistes sans expression, trois de chaque côté, à pas lents de précautions et déposant sur le béton lissé, la charge sans vie d'une œuvre invisible et réservée à je ne sais quel export d'experts... Pour compléter le tableau, il y avait derrière eux une camionnette noire, sorte de baraque à frites chic, fermée, qui attira mon regard tellement l'imaginaire du lieu m'en fit voir un corbillard...

C'était donc un samedi de vent et humide. Je suis parti du 104 sans me retourner, comme on laisse un « proche » retourner à la terre et à sa tranquillité... Qu'est-ce qu'on peut faire pour lui me dis-je? Va voir ailleurs me dis-je? Je suis heureux de savoir qu'aujourd'hui vous allez veiller sur lui un temps... Mais je crois qu'il en faudra des veillées à la bougie et aux pâtes d'amandes pour festoyer et relever le mort...

Laurent Frattale (Les ateliers intermédiaires/Caen)

en soutien à la veille du feu 104...

La chute de la Maison Usher

C'est vrai que le manque d'intuition des politiques - de gauche - est vraiment sidérant. Pour ma part, je n'ai jamais mis les pieds au 104, bien que ce soit situé en bas de chez moi. Je ne veux pas dire ici qu'elles étaient mes intuitions (que c'était foutu d'avance), je ne veux pas ici blesser des personnes et surtout tirer sur une ambulance (ou un corbillard, image mieux appropriée, en l'occurrence) - mais la chute de la Maison Usher est ce qui pouvait lui arriver de mieux, c'est même une chance (peut-être que le monde s'accélère) : normalement des entreprises foutues d'avance (parce qu'on met toutes les billes justement - exactement - là où il faut pas) peuvent durer - telles des forteresses - des dizaines d'années. Ça durera peut-être des dizaines d'années : les autorités (de si peu d'intuition) sont sans doute en train d'imaginer (sans imagination) comment faire fonctionner la même chose que le ratage précédemment organisé. C'est pour ça que l'initiative de cette occupation (occupation-réflexion) est salutaire. Je soutiens bien entendu à cent pour cent. Je suis occupé à Bruxelles sur un travail qui n'est pas le mien donc qui prend du temps, plus de temps que si c'était le mien, mais j'encourage les Parisiens, Ouallons et Flamands, et ceux des deux bords de la Seine à rejoindre cette coordination et à fréquenter enfin le 104, au moins le temps d'un printemps !

Yves-Noël Genod, metteur en scène et chorégraphe

(<http://ledispariteur.blogspot.com>)

(7 avril 2010)

Le sens de la rue

De quoi meurt le 104? Le 104 meurt d'être un "établissement" comme tant d'autres. Avec ses murs. De n'être que cela. Comme tant d'autres. Comme tout ce que produit la politique culturelle de responsables définitivement arrimés au XIXème siècle. Il revivra quand il deviendra territoire, quand il se pensera territoire, quand il concentrera son projet politique sur les espaces entre la ville et lui, sur ce qui fait lien, là où il s'érotise, là "où le vêtement baïlle" comme écrivait Roland Barthes. Et cet espace existe au 104, il lui suffit de le redécouvrir et d'en tirer toutes les conséquences. Le 104 peut redécouvrir qu'il est traversé par une rue et qu'il doit l'assumer, en faire sa fierté et son sens, quand son projet intègrera la gestion de cette rue, quand son projet consacra une part de ses moyens à la gestion de cet espace public. Ouverture, commerces, activités programmées et activités libres, citoyens et artistes, sécurité... Le sens est à ce prix. Comme "établissement", le 104 n'est qu'une forteresse. Comme "rue", le 104 peut devenir le lieu de la réinvention de la politique culturelle.

Marc Gauchée

critique, essayiste, scénariste, titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine et diplômé de Sciences Po, directeur des affaires culturelles de Neuilly-sur-Marne (1990-1994), puis conseiller auprès de Patrick Bloche à la Mairie de Paris (2001-2002) et directeur de la communication et des publics du Parc de la Villette (2005-2009).

Et aussi...

Enfin!! Une vraie proposition! Je ne parle pas de l'occupation du 104, mais de ce "manifeste pour une politique culturelle alternative" dont vous évoquez l'idée! Alors, elle serait enfin mise sur le métier cette Charte que j'appelais de mes vœux sous les huées à Avignon?! Ce pacte de solidarité, de vérité entre les artistes et les citoyens français? Est-ce de cela dont vous parlez? Au moins en partie? Si oui, alors je vous accompagne, je vous suis, avec enthousiasme, non, **nous** vous accompagnons, **nous** vous suivons.

Malheureusement je pars aujourd'hui à Kaboul, faire travailler la troupe afghane que nous suivons depuis 5 ans maintenant jusqu'au 20 avril. Je ne serai donc pas là le 10 avril, et la troupe qui joue deux fois le samedi, non plus, mais Charles-Henri Bradier, mon assistant et maintenant co-directeur du Théâtre du Soleil essaiera d'être parmi vous. De toutes façons, si vous le souhaitez, parlons-nous par mail. Même à Kaboul c'est (presque toujours) possible.

J'espère que l'occupation du 104 ne va pas vous mettre plus de problèmes sur les bras que de solutions! En tous cas, pour des rencontres, des conversations fertiles, des moments de recherches et de découvertes politiques, bref des actions, le Soleil serait ravi de vous offrir l'hospitalité, quand il le peut, c'est à dire les lundis, mardis, et dimanches soirs.

Ariane Mnouchkine, Théâtre du Soleil, Paris

Enfin, que voulons-nous - tous ? Que le monde brille d'un éclat plus lumineux. Pour ma part, je ne partage pas l'envie de *prendre* le 104 par exemple, car de toute façon à un moment, il faudra se coltiner avec l'administration culturelle de laquelle rien de bon, en terme d'éclat lumineux, ne peut sortir. Et je vous livre l'extrait d'une parole de Thomas Bernhard lue (juré que c'est vrai) ce matin : *"je suis contre toutes les subventions, contre toute pension, il ne faut pas donner un sou aux artistes. Ce serait l'idéal, là, il en sortirait peut-être quelque chose. Les artistes, quand ils veulent passer par une porte, il faut absolument la leur fermer... Aucun encouragement aux activités artistiques ! Il faut que tout se soutienne soi-même. Même les grandes institutions il ne faut pas les subventionner. Il faut suivre le principe commercial : "Bouffe ou crève." C'est parce qu'il y a une aide pour tout que tout ce qui est culturel est foutu, ici [en Autriche]... Et les gens, et bien qu'on les licencie, ces gens, ils deviendront peut-être plus vivants, on ne voit se promener que des cadavres dans les grands théâtres, il y a comme ça des milliers de gens qui ne servent à rien, en fait, et qu'on ne fait qu'entretenir."* (entretien avec Krista Fleischmann, l'Arche, 1993.)

Et je sais en même temps, que Beuys, il y 30 ans prônait le contraire. Je ne vois d'autre solution aujourd'hui : se sentir davantage "anarchiste" que réformiste. Autonome que syndiqué.

Guillaume Leingre

leingre@wanadoo.fr

Je souhaiterais suivre le flux ces prochains jours, et comme je n'ai vu au 104 que des gardiens soucieux de leur mission sécuritairene dérogeant à l'habitude en ces lieux, je vous remercie de me tenir informé des rendez vous les plus proches, En espérant que tout soit encore possible!

Pascaline Denimal

pascalinedenimal@yahoo.com

Je joins à ce message la brève expression de ma plus grande solidarité et de mon infini enthousiasme pour ce projet d'occupation pacifique, vaste et admirable entreprise qui m'apparaît comme un champ des possibles à défricher, cultiver, construire pour faire coïncider ses hectares avec les espoirs que son avènement avait permis avant de les faire taire (peut être en particulier pour les tout-juste diplômés d'écoles nationales dont je fais partie).

Dorothee Smith, artiste, commissaire d'exposition.

dorotheesmith@gmail.com

Très belle action. Evidemment avec mon soutien. Je veux suivre l'affaire de près. Merci de me tenir au courant

Olivier Marboeuf, directeur de l'espace Khiasma, Les Lilas

omarboeuf@khiasma.net

Votre initiative a toute ma sympathie. Le 104 aurait en effet à trouver un autre souffle, et nous sommes nombreux à avoir besoin d'un lieu ouvert à nos tentatives, esthétiques et politiques, non marchandes et non spectaculaires.

Valérie Marange, philosophe, fondatrice du lieu de l'autre.

marange@no-log.org

Si j'étais sur Paris je serais avec vous. Faut y aller, déterminés et frondeurs. L'époque est trop rude aux artistes. Il est temps que l'on se remette sur les voies de la contestation réelle.

Isabelle Lasserre, artiste, Atelier à la renverse, Bordeaux

atelierlarenverse@orange.fr

Quelle belle opération ! Je soutiens.

David Zerbib, philosophe, essayiste

dzerbib@free.fr

Il est en effet grand temps de réinventer...et de prendre les choses en main....cette prise de position (et d'opposition!) me semble un premier pas digne d'intérêt ! Je lirais avec attention la suite des "opérations", en espérant pouvoir y participer sous peu.... A très bientôt, et avec tout mon soutien

Emmanuelle Vo-Dinh, chorégraphe, compagnie Sui Generis

e.vo-dinh@wanadoo.fr

Je vous soutiens avec passion parce que cette action rafraîchit: c'est un coup de vaporisateur spontané dans le moisi procédurier! Ça dit oui c'est possible et le lieu des possibles c'est celui des artistes. Et ça me dit à moi, étudiante et future professionnelle que certains répondent présents que ces 30 là sont 300 spartiates! et que le fatalisme est has been ! UN AUTRE 104 EST POSSIBLE!

Anaïs Heureaux, étudiante à l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs, Paris.

anaïs.heureaux@ensad.fr

Je ne connais pas le 104, mais je soutiens votre action. Les espaces dédiés à l'art sont rares et précieux, il faut faire le possible pour les garder comme des lieux de liberté d'expression.

Ramona Poenaru, artiste
poracri@yahoo.fr

Bravo! Je ne peux malheureusement pas être avec vous aujourd'hui mais je trouve que cette "action" est artistiquement et politiquement la plus excitante depuis bien longtemps! Elle amène de l'oxygène et propose quelque chose de constructif qui ne s'arrête pas à défiler une après-midi et au revoir.

Séverine Batier, comédienne et metteur en scène, Théâtre de Buée
sev.batier@orange.fr

Je ne pourrai être avec vous aujourd'hui, je suis en tournée avec l'Odéon à Chambéry. Non seulement je soutiens votre initiative mais en plus j'ai l'impression que tout le monde l'attendait !! Ce 104 est une coquille vide depuis le début, la nomination des 2 directeurs dont la mission n'était ni de programmer ni de véritablement accueillir a été pour le moins incompréhensible voire scandaleuse. Ce lieu est effectivement une grosse opération communication pour la ville de Paris, une coquille vide au budget de fonctionnement démesuré. Cela me rappelle le lieu de danse à Sablé sur Sarthe (la ville de Fillon) dont le budget ne permettait que de payer les 4 permanents, aucun spectacle ne pouvait venir !! Bon courage, de tout coeur avec vous, cette initiative me réjouit.

Samuel Churin, comédien
samuel.churin@neuf.fr

Nous ne pourrions malheureusement être présents ce jour, mais tenons à vous affirmer notre total soutien pour l'action entreprise.

Agnès Dufour, directrice administrative, et **Jean-Louis Mechali**, directeur artistique, Lutherie Urbaine, Bagnolet.
lutherie.urbaine@free.fr

Nous ne pourrions malheureusement pas vous rejoindre ce jour pour poursuivre ce grand chantier de réflexion et d'occupation du 104. Pourtant, nous sommes conscients qu'il est urgent de nous interroger collectivement sur l'avenir d'un tel lieu dont les impasses sont symptomatiques de la culture et de ses laboratoires en France : centralisation étouffante, vitrine fermée, cloisonnement entre les arts et entre les artistes, ... Il nous semble légitime en temps qu'artistes et que citoyens de continuer de chercher, avec vous tous, les solutions que nous pourrions y apporter.

Bénédicte Le Lamer & Pascal Kirsch, metteurs en scène
cie.pequod@free.fr

Je tenais à témoigner tout l'enthousiasme et l'intérêt que votre démarche fait naître en moi et chez beaucoup de personnes je présume. Ouvrir des espaces mentaux d'utopies est vital. Que cela se passe au 104 sonne plus que juste. BRAVO de rendre un tel geste possible.

Géraldine Chaillou, Conseiller artistique Théâtre de la Bastille, Paris
gchaillou@theatre-bastille.com

Je viens de recevoir de Bruxelles un autre 104 est possible. OUI Super **Merci** !

Fazette Bordage, Institut des Villes.
fazette.bordage@institut-des-villes.org

Bravo pour cette initiative ! Dans l'attente de découvrir les suites,

Michel Quéré, IETM, Bruxelles
michel@ietm.org

Un groupe qui veut faire vivre le 104, bravo, j'adhère. Je suis comédienne, chanteuse et pédagogue (ateliers divers) et j'habite le XXème limitrophe du XIXème. Je suis le 104 depuis les travaux, avant même l'ouverture, en me disant que ce serait un lieu vivant dans le quartier, espérant qu'il soit à la fois ni trop élitiste ni trop démagog, ouvert à des propositions personnelles et éclectiques, sans genres ni modes particuliers, convivial... Je n'ai jamais pu y rencontrer un responsable, ni avoir au téléphone quelqu'un d'autre qu'une hôtesse ne sachant que répondre. J'y suis allé plusieurs fois voir des expos, concerts, conférences... Je n'ai pas trouvé l'envie d'y proposer quoi que ce soit. Aucune vie dans ce lieu, sentiment de vide, de gâchis (à part le récent festival *Présences électronique* mais qui n'est pas une programmation à l'initiative de l'équipe du 104). Une autre vision pour le 104 ? Faire vivre ce scandaleux gouffre financier ? Je soutiens ceux qui y croient et suis prête à y croire aussi activement.

Dominique Fonfrède, artiste, Paris.
fonfrede@free.fr

Rapidement, je voulais envoyer un message de soutien, ayant pris connaissance de l'action par l'intermédiaire d'amis. Enfin, s'occuper du 104!!

Marguerite Papazoglou, danseuse
margueritepapazoglou@yahoo.fr

Bravo pour cet appel des plus stimulants et merci d'être l'éveilleur d'ont nous avons tellement besoin! J'aurais aimé être des vôtres, il y avait là matière pour La Fabrique du Monde. Faut qu'il se passe quelque chose qui prouve que nous sommes toujours vivants et capables de réagir à ce qui se passe avec ces politiques culturelles délétères.

Sonia Léontieff, réalisatrice-documentariste, Montréal
leontieffsonia@sympatico.ca

Je soutiens cette action d'occupation, occupation d'un territoire abandonné, celui de la pensée de l'art. Je soutiens cette agitation, cette utopie, cet emballement, ce pas de côté, ce chemin où il s'agit de se (ré)unir. Courage à vous tous, où depuis Nancy, il n'y a rien à occuper.

Perrine Maurin, metteur en scène, directrice artistique de la Cie Les patries imaginaires, Nancy
lespatries.imaginaires@laposte.net

Un lieu pour faire exister 104 micro projets artistiques.

Thierry Giannarelli, Cie l'Imparfait, Cabasse (Var)
thierry@limparfait.org

Il est sain que des citoyens parisiens se mêlent de ce qui les regarde, c'est à dire la vie de leur cité et notamment la vie culturelle, artistique. Je ne vois rien de choquant à ce qu'un collectif de citoyens impliqués dans la création contemporaine et de surcroît intéressés par le vivre ensemble se pose des questions sur le fonctionnement d'une institution culturelle qui selon différentes informations n'a pas vraiment le souci du vivre ensemble culturel et artistique dans un quartier très (trop peut-être) populaire. Que ce collectif fasse un peu bouger les lignes par leur action est une bonne chose eu égard aux sommes colossales dédiées à ce lieu. C'est aussi ça la démocratie vivante, en mouvement. En tant que citoyen de base qui paye ses impôts, je soutiens ce type d'action qui devrait faire réfléchir les technocrates de la culture.

François Minod (commentaire posté sur <http://theatre.blog.lemonde.fr>)

Bon courage à tous, pour cette forte initiative, au 104!

Anne Millet

Chargée de la communication, de la documentation et des relations presse

Les Laboratoires d'Aubervilliers

www.leslaboratoires.org

Suis en ce moment à Barcelone pour un projet. De tout cœur et de tout poing avec l'ensemble des "résistants" !!!

Roland Auzet

roland.auzet@wanadoo.fr

C'est avec un grand plaisir que je viens de prendre connaissance de votre initiative.

Nous avons créé il y a maintenant quelques années, avec Nathalie Célarié, une association « RDV au 104 » destinée plutôt aux riverains du futur centre culturel. Nous avons de grands espoirs d'un lieu effectivement festif et ouvert vraiment à un public populaire. Avant les travaux et la nomination des directeurs, nous avons participé avec l'association aux réunions de quartier notamment avec Ricardo Busaldo et Joel Houzet. Plein d'idées ont été évoquées lors de ces réunions.

Et au final aujourd'hui nous avons un grand lieu froid et souvent désert. Une fois découvert la magnifique architecture superbement rénovée, il n'y a pas grand-chose d'ouvert au public, il ne reste plus qu'à manger une pizza ! Même « le 5 » qui devrait être une ouverture culturelle pour le quartier est presque un bunker pour les visiteurs ! Et il faut qu'Emaus s'installe pour donner un peu de vie à ce lieu ! Je n'oublie pas la belle librairie bien achalandée et les quelques salons et bals qui donnent un peu d'animation au 104 de temps en temps. Je suis aussi attristé de voir ces 2 salles de spectacles, avec une superbe acoustique, sans programmation et quasiment sans évènement.

Je soutiens votre projet de réflexion sur l'avenir du 104. Il ne faut pas casser ce bel outil culturel dans ce quartier populaire. Je suis tout de même inquiet du projet de nommer un gestionnaire pour diriger ce centre culturel.

Je pense que la configuration du 104, notamment la halle Aubervilliers, est idéale pour programmer régulièrement des spectacles des arts de la rue. Au moins, ça donnerait de la joie et de la bonne humeur dans le quartier !

PS : une réussite tout de même : compter le nombre de personnes qui participent au Qi Gong le samedi et le dimanche midi.

Philippe Bua

Riverain du Centquatre, ex secrétaire de « RDV au 104 »

Heureux hasard ! Je passais par là ce matin pour voir et comprendre, et finalement découvrir ce fameux 104, que je n'avais jamais approché !! Vous commencez une AG, ce qui m'a permis d'avoir des réponses immédiates et complètes à toutes mes questions, et de comprendre la place que vous occupez et le débat citoyen que vous initiez à partir de ce lieu. Réjouissant, rafraichissant et essentiel ce débat ! Génèreuse initiative à laquelle j'adhère et que je soutiens.

Annie Arnal

Oui, je soutiens avec la force la plus vive cette initiative d'occupation du 104, qui est véritablement citoyenne en cela qu'elle tente de s'opposer à la confiscation de ce qu'aurait pu être ou aspirer à devenir un lieu comme le 104.

Je ne rêve plus depuis bien longtemps à la possibilité de réels espaces de création contemporaine et expérimentale soutenus par les politiques dans notre décidément très vieux pays. Artiste nantais, ayant un parcours non académique, j'ai compris depuis la fin de mes études scientifiques, que les utopies portées par l'après 68 appartenaient depuis bien longtemps à une mémoire muséographique, et que parler dans ce pays de création expérimentale était une ineptie, et que la création elle-même qui se revendique du champs de l'expérimentation se ment à elle-même, n'ayant absolument rien de novateur et d'expérimental, si ce n'est que l'esthétique sémantique qu'elle emploie abusivement la plupart du temps.

Oui je me joins à la résistance manifestée au 104 par les intellectuels, créateurs et citoyens pour un « réel » espace public et citoyen de rencontre critique, de confrontation entre les hominidés constituant la cité et leurs congénères créateurs pensant des espaces réellement ouverts, de contagion contemporaine, d'utopie idéale, et de création expérimentale digne de ce nom.

Les attaques dont fait l'objet la culture par des politiques visant à promouvoir une culture uniforme, alimentant un plus vaste programme de monoforme planétaire met en danger de façon ouverte les êtres pensants que nous sommes.

Des décennies de culture institutionnelle, relayée par une marchandisation de l'art, ont fini par reléguer la création incarnée et indépendante, celle qui ose, et tente de produire une réelle connaissance fondée sur la production d'expériences profondes et nouvelles, dans une sphère vécue par les citoyens comme parfois intouchable...élitiste.....je suis personnellement scandalisé en tant qu'artiste de voir qu'un lieu comme le 104 alimente la réalité de ces représentations qui éloignent le peuple de l'objet de l'art : le merveilleux de tous les possibles.....et que le monde de l'art lui-même cultive parfois si lamentablement ce malentendu quasiment indépassable....

La possible chance (même si elle paraissait utopique) de dépasser cet inacceptable malentendu, n'a pas été saisie par les dirigeants du 104. Au lieu de cela ce projet alimente encore les éternels discours sur la culture et le rapport à l'art du peuple.

Je refuse l'expertise de l'état en matière de culture en général et en matière d'art en particulier.

Et bien si nous artistes, devons rester dans certaines marges pour continuer à incarner une certaine utopie de l'art comme espace d'une production singulière de pensée libre, et non marchande, nous y resterons mais nous continuerons à lutter pour préserver nos singularités esthétiques, philosophiques et existentielles, pour toujours rester là où l'art doit être : dans la cité.

L'auto suffisance des gouvernants en matière de prédictibilité de l'avenir et la surveillance invisible imposée par nos sociétés de contrôle, nécessitent à l'évidence une extrême vigilance en ces temps d'endormissement collectif et de sourde acceptation...

Ils représentent en cela un risque majeur : celui de l'oubli sans retour des autres, donc de soi.

Il y a une création qui œuvre pour l'histoire, une certaine histoire ethnocentrée, et une autre création qui existe dans la nécessité d'une expérience de vie, où la pensée peut encore imaginer se risquer à un rêve de « ré enchantement » du monde.

J'ose encore me reconnaître dans celle-là ; et c'est dans cette perspective que je m'associe en pensées déjà à l'occupation du 104.

L'incompréhension des artistes et des citoyens face à ce lamentable début d'aventure du 104 doit pouvoir trouver une expression constructive, au travers de débats citoyens, de rencontres, de

propositions performatives engagées de la part des artistes pendant tout le temps que pourra durer l'occupation.

Je ne serai malheureusement pas disponible pour l'assemblée générale ce vendredi 9 avril, mais je trouverai très pertinent que des actions performatives et citoyennes puissent se rencontrer dans l'espace public dans les semaines à venir, et je me rendrai disponible pour des propositions si le "104 occupé" estimait intéressante l'idée d'un programme d'actions à venir.

Jean-marc Savic (artiste)

jmsavic@aol.com

Coordinatrice d'un lieu artistique, culturel et social autogéré à Paris, je soutiens cette manifestation pour qu'enfin le 104 ouvre ses portes aux citoyens de cette capitale pour que la culture devienne abordable à tous. Squatter mes amis, nous c'est ce qu'on sait faire de mieux depuis des années, ce pays ne veut pas entendre parler de culture et encore moins de culture alternative, d'expérience artistique, de tâtonnement culturel.

Nous serons avec vous pour manifester comme on sait le faire, pacifiquement et artistiquement, et pour réinventer sans prétention un autre devenir pour le 104. Ré-appropriation de l'espace public au citoyen !

Delphine Terlizzi, Paris

Je regardais ce bâtiment depuis 20 ans et je rêvais à tout ce que l'on pourrait y faire, quand un jour, j'ai vu sur la façade Curial un grand panneau "ART pour TOUS".

J'étais émerveillée !

A côté de chez moi, près de mon îlot ZEP où la tristesse des déshérités hante les rue et jardins avec la mienne. Un nouveau monde nous ouvre les bras. Pincez-moi, je rêve !

J'y voyais un "souk" de l'art, une maison ouverte sur les quartiers où on a tant besoin d'un lieu de médiation entre les "cailleras" et tous les autres comme moi. Entre les générations aussi.

Un souk : la vie en circulation, bas les masques, et plus encore comme par exemple apprendre des responsabilités : les petits après l'école viennent jouer avec les plus grands, font leurs devoirs scolaires avec l'aide des aînés, des mamies qui racontent des histoires, des Barbaras (c'est moi) qui donne et apprend) : écoute les parents, les enfants, les jeunes qui ne trouvent pas d'oreilles pour les entendre, des Barbaras qui enseigne les arts plastiques basiques, l'histoire de l'art, qui encadrent les réalisations plastiques (avec le numérique, ça va vite maintenant), etc...

On m'a jetée avec ma proposition bénévole que je ne réitère plus sans être payée.

On m'a dit en 2007 "vous n'êtes pas en phase avec le projet du 104"..

Bref, je n'avais pas la bonne carte de visite.

C'est triste ce gaspillage, cette peur de la vie et ce besoin de réassurance qui domine aussi chez nos élus.

J'aimerais qu'on reprenne "ART pour TOUS".

Mais art ne veut pas dire n'importe quoi, l'art c'est apprendre et transmettre.

La culture, se sont les savoirs faire, les connaissances qui façonnent pour déboucher sur l'évolution d'un perfectionnement, l'art et la culture ne sont pas des poubelles, des jetables !

Barbara Dukat

Pourquoi ne pas proposer aux signataires de la pétition et au-delà, de soutenir, voire d'accompagner, les occupants actuels du 104 avec la Revue Mouvement ?

Nous pourrions contribuer à assoir cette occupation sur une structuration responsable, et, éventuellement durable.

La manière dont la Ville de Paris répond à notre candidature ressemble singulièrement à du mépris : celui que semblent leur inspirer les nombreux signataires. Paris est une capitale qui coûte assez cher à l'ensemble du Pays pour que nous soyons concernés, d'où que nous venions, par des investissements tels que ceux du 104. Nous sommes donc bien tous responsables et légitimes. Précisions en outre que, de là où nous sommes, les problèmes relationnels des personnalités locales ne nous intéressent ni ne nous concernent.

En tout cas, il semble difficile de contester la "légitimité" de notre panel de signataires, comme cela a été fait aux occupants actuels du 104 par la Municipalité de Paris.

D'une manière générale, la victoire des socialistes aux dernières élections doit nous rendre particulièrement vigilants : d'ores et déjà, le remplacement de François Parny au nom de "critères" exclusivement politiciens, est assez significatif : On peut d'ores et déjà constater, sans mise en cause à priori des personnalités nommées, que les enjeux culturels en Île-de-France comme d'ailleurs en Paca, et l'avis des professionnels ont bien peu pesé en regard des "équilibres politiciens". La Culture n'est plus qu'une sorte d'agent électoral, ce qui n'est pas forcément une découverte, sauf que c'est assumé avec cynisme : c'est maintenant tout simplement avoué.

C'est en tout cas, la seule réponse qui résulte des Elections Régionales face à la crise actuelle de la Culture.

Notre vigilance doit continuer à accompagner et à inspirer les personnalités et les militants politiques, membres ou non d'organisations, y compris bien évidemment, ceux qui, au sein du parti dominant de la Gauche, continuent de croire à l'importance politique de la Culture, qui est précisément le contraire de cette instrumentalisation politicienne.

Raison de plus pour être vigilants, pour ne pas lâcher prise : l'occupation du 104 nous propose un moyen d'action conséquent. **C'est pourquoi j'appelle systématiquement à soutenir cette occupation, outre les raisons qu'on peut résumer en parlant de la faillite du "projet 104" de la Municipalité de Paris, doublée du désengagement total du Ministère de la Culture.**

Philippe Foulquié

Directeur du théâtre Massalia et de Système Friche Théâtre

Fondateur de la Friche la Belle de Mai

Membre fondateur des associations Artsfactory/Autre(s)pARTs et Scènes d'Enfance.